



Communiqué de presse – 9 janvier 2026

---

## **Ecole inclusive : le refus du Sénat d'un vrai statut pour les AESH est une erreur que les enfants et les familles paieront cash !**

---

Une fois encore, les élèves en situation de handicap et leurs familles font les frais d'un renoncement politique. En refusant de voter le projet de loi déposé par le groupe socialiste, écologiste et républicain, qui proposait de faire évoluer le statut des AESH et de les intégrer dans la fonction publique, le Sénat envoie un signal terrible de mépris et de non-considération. Les AESH sont des acteurs essentiels de l'école inclusive, et la reconnaissance de leurs missions passe nécessairement par un statut digne de ce nom.

Derrière des discours de façade, le message est limpide : ne rien changer, maintenir la précarité de personnels pourtant indispensables, et accepter que des milliers d'enfants continuent à être mal accompagnés, partiellement accompagnés, voire pas accompagnés du tout à l'école.

Ce renoncement se traduit concrètement par :

- Des AESH toujours sous-rémunérés, à temps partiel subi, sans perspectives professionnelles ;
- Des accompagnements interrompus, dégradés ou inexistants ;
- Des familles laissées seules face aux manquements de l'institution ;
- Une école inclusive réduite à une promesse creuse.

Il ne s'agit ni d'un détail technique ni d'une contrainte budgétaire. C'est un choix politique assumé, qui sacrifie les droits des enfants au nom de l'inaction. L'inclusion ne peut pas reposer sur la précarité.

La FCPE le rappelle avec force :

On ne construit pas une école inclusive durable sur des emplois précaires, invisibilisés et épuisés. Refuser un statut digne aux AESH, c'est continuer d'organiser l'échec de l'inclusion scolaire.

Nous demandons :

- la réouverture immédiate d'un chantier législatif ambitieux sur le statut des AESH ;
- la création d'un cadre d'emploi stable, protecteur et attractif ;
- des moyens à la hauteur des besoins réels des élèves.

L'inclusion n'est pas un coût. C'est un droit.  
Et ce droit ne peut plus être bafoué.

**Contact presse :**

Laurence Guillermou : 06 82 81 40 82 / [fcpecom@fcpe.asso.fr](mailto:fcpecom@fcpe.asso.fr)